

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 Juin 2020

Table des matières

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2020.....	3
II. COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2020	7
III. ANNEXE AUX COMPTES AU 30 JUIN 2020	15

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUN 2020

Note Préliminaire

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et au résultat opérationnel de la société avec tous les états financiers sociaux de la société, les notes annexées aux états financiers sociaux de la société pour la période close le 30/06/2020 et toute autre information financière figurant dans le rapport financier semestriel.

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux règles générales, définies par le plan comptable général d'établissement et de présentation des comptes semestriels.

Les informations qui suivent contiennent également des éléments prévisionnels reposant sur des estimations concernant l'activité future d'Eurofins-Cerep et qui pourraient se révéler significativement différents des résultats réels.

Commentaires sur l'activité et les résultats

Chiffre d'affaires social

Au 30 juin 2020, le chiffre d'affaires social s'établit à 15.203 K€ contre 13.215 K€ enregistrés en 2019, en hausse de 15.05%. Cette hausse s'explique par l'acquisition de nouvelles activités (branche Services relatifs aux tests kinases exploitée auparavant par la société Eurofins Pharma Discovery Services UK), le renouvellement des principaux contrats de services et de nouveaux contrats liés à la plateforme de Drug Discovery intégrée, créée en collaboration avec les différentes entités d'Eurofins collaborant dans le secteur de la découverte du médicament.

(K€)	30.06.20	30.06.19	Variations	
			Valeurs	%
Services	15 203	13 215	+1 988	+15.05%
Autres		0		%
Total	15 203	13 215	1 988	15.05%

Résultats de la Société

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du premier semestre 2020 s'élève à 2 511 K€ contre 745 K€ au premier semestre 2019. Cette hausse s'explique principalement par un travail continu de maîtrise des charges de consommables et de personnel malgré une hausse significative du chiffre d'affaires.

Résultat financier

Le résultat financier au 30 juin 2020 s'élève à -69 K€ contre -23 K€ au premier semestre 2019.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 1 K€ contre 132 K€ au premier semestre 2019.

Résultat net

Le résultat net s'établit à 2 607K€ contre 1 056 K€ au 30 juin 2019.

Chiffres-clés

	30.06.2020	30.06.2019	Variation
Chiffre d'affaires	15 203	13 215	1 988
Résultat d'exploitation	2 511	745	+1 766
Résultat financier	-69	-23	-46
Résultat exceptionnel	1	132	-131
Résultat net	2 607	1 056	+1 551

Recherche et développement

La recherche de nouvelles applications des outils de spectrométrie de masse à des tests pharmacologiques, inaccessibles par les technologies historiques. Ces nouvelles applications devraient permettre d'offrir à l'industrie des modèles pharmacologiques, permettant à nos clients d'évaluer les effets de leurs molécules sur ces cibles, jusqu'ici impossible ou très difficile à évaluer ; ou d'évaluer plus finement les mécanismes d'action de ces molécules sur les cibles traitées, contribuant une nouvelle fois à l'extension des domaines de la recherche pharmaceutique.

D'autre part, le projet mettant en commun des capacités scientifiques et techniques présentes au sein d'Eurofins Cerep et de l'université de Poitiers a été poursuivi en 2019. Ce projet a pour objectif la mise en place d'un modèle in vitro de microbiota intestinal (modèle capable de mimer l'environnement intestinal), en cours d'évaluation en 2020.

Enfin, la société étudie la mise en place de tests cellulaires permettant de mesurer l'engagement des cibles kinases à l'intérieur même de l'environnement cellulaire, en complément de la plateforme récemment acquise permettant de mesurer l'effet des candidats médicaments sur l'activité enzymatique.

Trésorerie

La position de trésorerie de la société s'élève 3.068 K€ au 30 juin 2020 contre 1.189 K€ au 30 juin 2019.

Au cours du premier semestre 2020, la variation de trésorerie est de -270 K€.

Principaux risques

Les principaux risques pour les six premiers mois de l'exercice 2020 sont présentés dans les comptes sociaux pour la période clos le 30 juin 2020 (ci-après) et dans le rapport annuel 2019 du Groupe.

Les principaux risques pour le second semestre 2020 sont identiques à ceux décrits dans les notes et le rapport mentionnés ci-dessus.

Conventions réglementées et conclues avec des parties liées au cours du premier semestre de l'exercice 2020 et au cours des exercices antérieurs

Au cours des exercices antérieurs :

Le Conseil d'Administration rappelle les conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont les effets se sont poursuivis :

- Suspension du contrat de travail de M. Antoine DUTHILLEUL. Compte tenu de sa nomination en qualité de Directeur Général, le contrat de travail de M. Antoine Duthilleul a été suspendu pour la durée de son mandat social. La couverture sociale est maintenue durant la période de suspension et son contrat sera automatiquement réactivé en cas de cessation de ses fonctions de mandataire social. Cette convention a été approuvée lors du Conseil du 19 avril 2018.
- Conclusion d'un contrat de Deposit Agreement conclu entre la Société et la société Eurofins Discovery Services Lux Holding SARL. Cette convention, d'une durée d'une année à compter du 19 avril 2019, prévoit le dépôt de fonds jusqu'à un maximum de 15 M€. Ce contrat annule et remplace les contrats de Loan Agreement conclus le 6 novembre 2013 et le 14 avril 2017. Ce contrat a été autorisé par décision du Conseil d'administration lors de sa réunion du 18 avril 2019. Un avenant a été conclu, avec effet au 13 décembre 2019, afin de porter le montant maximum de dépôt à 30 M€ et de modifier la date d'expiration du contrat au 30 avril 2021. Ce contrat a été autorisé par décision du Conseil d'administration lors de sa réunion du 13 décembre 2019. La rémunération associée, basée sur le taux Euribor 3 mois, n'a pas donné lieu à un versement d'intérêt.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2020 :

Néant.

Faits marquants de la période

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Certaines activités de la Société ont pu être négativement impactées par la crise du Covid-19 au cours du premier semestre 2020, du fait du ralentissement de certaines études en cours notamment pendant la période de confinement. A l'inverse, la Société répond à la demande nouvelle de ses clients impliqués dans le développement de vaccins ou de solutions thérapeutiques en réponse à la pandémie. D'une manière générale, il est prématuré à ce stade d'estimer l'impact net de l'épidémie sur l'ensemble de l'exercice 2020 pour la Société.

Evènements postérieurs à la période et perspectives du second semestre 2020

La société poursuit le développement de son activité de test kinases acquise au cours du premier semestre 2019.

II. COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2020

Comptes Sociaux au 30 juin 2020

Siège social : BP 30001- Le Bois L'Evêque – 86600 Celle L'Evescault



Bilan Actif (€)

	Montant brut	Amortissements Dépréciations	Net 30.06.20	Net 30.06.19
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	2 234	0	2 234	2 234
Autres immobilisations incorporelles	844	829	15	0
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	29		29	29
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, outillage	8 068	6 452	1 616	2 548
Autres immobilisations corporelles	4 991	2 074	2 917	1 893
Immobilisations en cours	226	0	226	1 210
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés				
Prêts	238	0	238	238
Autres immobilisations financières	2	0	2	2
Actif immobilisé	16 630	9 355	7 276	8 152
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements	1 831	808	1 023	1 277
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services			0	0
Produits intermédiaires et finis	1 520	535	985	1 235
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	6 020	294	5 727	5 120
Autres créances	23 800	0	23 800	18 397
Trésorerie et assimilés				
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
(dont actions propres: 0)				
Disponibilités	3 068	0	3 068	1 189
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	261	0	261	180
Actif circulant	36 501	1 636	34 865	27 399
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecarts de conversion actif	142	0	142	58
Total général	53 273	10 991	42 282	35 609

Bilan Passif (K€)

	30.06.20	30.06.19
Capital social ou individuel (dont versé : 76k€)	76	76
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 838	10 838
Réserve légale	8	8
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 079	4 079
Report à nouveau	14 534	10 164
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 607	1 056
Subventions d'investissement	1	1
Capitaux propres	32 142	26 221
Provisions pour risques	139	0
Provisions pour charges	2 232	2 632
Provisions pour risques et charges	2 371	2 632
Dettes financières		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs : 0)	3	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	726	351
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 227	3 088
Dettes fiscales et sociales	3 979	2 887
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	37	116
Autres dettes	580	199
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	61	16
Dettes	7 614	6 657
Ecart de conversion passif	156	99
Total général	42 282	35 609

Compte de Résultat Première partie (K€)

	France	Exportation	30.06.20	30.06.19
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	0	0	0	0
Production vendue de services	1 832	13 371	15 203	13 215
Chiffre d'affaires net	1 832	13 371	15 203	13 215
Production stockée			40	60
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges			1 738	662
Autres produits			1 887	0
Produits d'exploitation			18 867	13 937
Achats matières premières et autres approvisionnements			2 635	2 740
Variation stocks (matières premières, approvisionnements)			-301	-387
Autres achats, charges externes			5 833	5 280
Impôts et taxes et versements assimilés			257	230
Salaires et traitements			3 587	3 369
Charges sociales			1 438	1 266
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			560	500
Sur immobilisations : dotations aux provisions			0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions			382	102
Pour risques et charges : dotations aux provisions			80	80
Autres charges			1 886	12
Charges d'exploitation			16 357	13 192
Résultat d'exploitation			2 511	745

Compte de Résultat Deuxième partie (K€)

	30.06.20	30.06.19
Produits financiers de participations	0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	2	2
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	19
Différences positives de change	0	429
Produits nets cessions valeurs mobilières de placement	0	0
Produits financiers	2	450
Dotations financières amortissements, provisions	72	17
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de change	0	455
Charges nettes cessions valeurs mobilières de placement	0	0
Charges financières	72	472
Résultat financier	-69	-23
Résultat courant avant impôts	2 441	723
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1	192
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	50
Produits exceptionnels	1	242
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	111
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions	0	0
Charges exceptionnelles	0	111
Résultat exceptionnel	1	132
Impôts sur les bénéfices	-165	-202
Total des produits	18 871	14 629
Total des charges	16 264	13 573
Bénéfice ou perte	2 607	1 056

Tableau des flux de trésorerie (K€)

	30.06.20	30.06.19
Résultat net	2 607	1 056
Amortissements et provisions	556	629
Plus ou moins values de cession	0	4
Marge brute d'autofinancement	3 163	1 689
Variation des stocks	-341	-448
Variation des créances d'exploitation	1 544	-688
Variation des créances hors exploitation	559	57
Variation des dettes d'exploitation	-1 203	327
Variation des dettes hors exploitation	1 153	150
Charges et produits constatés d'avance	-186	-125
Pertes et gains de change	-35	7
Variation du besoin en fonds de roulement	1 492	-720
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	4 655	969
Acquisition d'immobilisations	-16	-2 728
Cession d'immobilisations	0	107
Variation dettes sur immobilisations	-153	-1 203
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-169	-3 824
Augmentation de capital		0
Variation des comptes courants groupe	-4 755	3 261
Prêt effort construction		
Remboursement d'emprunts / Avance preneur		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-4 755	3 261
Variation de trésorerie	-270	406
Trésorerie à l'ouverture	3 338	783
Trésorerie à la clôture	3 068	1 189

Annexe

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Eurofins-Cerep s'est porté acquéreur, le 1er mars 2019, de la branche Services relatifs aux tests kinases exploitée auparavant par la société Eurofins Pharma Discovery Services UK.

B. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément au PCG et aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

B.1 CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant

B.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue des immobilisations.

Les taux les plus couramment pratiqués selon le mode linéaire sont les suivants :

- | | |
|---|-----------|
| • Logiciels | 1 an |
| • Constructions | 20 ans |
| • Installations techniques, matériels et outillages | 5 à 8 ans |
| • Installations générales agencements, aménagements | 10 ans |
| • Matériel de transport | 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 ans |
| • Mobilier | 5 à 8 ans |

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Lignées cellulaires

Depuis 2003, Eurofins-Cerep acquiert et produit ses lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation des tests de profilage pharmacologique.

Ce matériel biologique reproductible indéfiniment est comptabilisé en bien corporel non amortissable à l'actif du bilan. Il est évalué au coût d'acquisition ou au coût de production lorsqu'il est créé par Eurofins-Cerep.

A l'arrêté des comptes, l'intérêt de chaque lignée est jugé en fonction de la valeur de marché de la lignée, de son intérêt scientifique, de la présence au catalogue de tests pharmacologiques l'utilisant et de la réalisation récente de ces tests ayant généré des flux de trésorerie positifs. Cet examen décide du maintien de la valeur comptable de la lignée ou de sa dépréciation. La Société applique le règlement CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Fonds de commerce

Le(s) fonds de commerce a/ont une durée d'utilisation non limitée et par conséquent n'est/ne sont pas amorti(s).

Un test de dépréciation est effectué lorsqu'il apparaît un indice de perte de valeur et à minima une fois par exercice à la clôture des comptes.

Si la valeur actuelle du/des fond(s) de commerce devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

B.3 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée sur la base des critères retenus lors de l'acquisition, notamment le chiffre d'affaires et les estimations des flux futurs actualisés de trésorerie. Pour les sociétés créées, est également pris en compte le niveau des capitaux propres.

B.4 STOCKS

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute comprend le prix d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis, les en-cours de production et les produits intermédiaires sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main-d'œuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée si la valeur de réalisation prévisionnelle est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

B.5 CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Par ailleurs, pour les autres créances clients, une dépréciation forfaitaire est constatée sur la base de la balance âgée clients. Les taux de dépréciation sont croissants, proportionnellement au nombre de jours de retard de règlement par facture.

B.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'évènements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et dont l'évaluation peut être faite avec une fiabilité satisfaisante.

B.7 ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE

Les engagements de la société en matière de retraites sont comptabilisés sous forme d'une provision pour charges. La provision inclut les écarts actuariels et les hypothèses retenues sont les suivantes :

- âge de départ : 65 ans pour les cadres et 63 ans pour les non cadres
- probabilité de survie : selon les tables de mortalité établies par l'INSEE
- taux de turn-over : entre 0% et 9% selon l'âge
- taux d'inflation des salaires : 2.5 %
- taux d'actualisation financière : 0.6%
- taux moyen des charges sociales : 41%
- convention collective applicable : industrie pharmaceutique

En vertu de la recommandation n°2013.02 du 7 novembre 2013 de l'ANC autorisant l'application d'IAS19 révisé dans les comptes sociaux, la société a évalué ses engagements de retraite selon la méthode 2 et a comptabilisé les écarts actuariels immédiatement et intégralement en résultat, en résultat financier.

B.8 PROVISION POUR PERTE DE CHANGE ET OPERATIONS EN DEVICES

Les créances, les dettes et les disponibilités en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base du cours de change du mois précédant l'opération. A la clôture de l'exercice, toutes les opérations en devises figurant au bilan sont converties sur la base du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes. Les différences de conversion sont inscrites aux comptes transitoires.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

B.9 CHIFFRE D'AFFAIRES

La Société applique la méthode dite « à l'avancement », pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés prorata temporis dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de l'exercice considéré.

C. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

C.1 BILAN ACTIF

C.1.1. Immobilisations incorporelles

(K€)	01.01.20	Augmentation	Diminution	Transferts	30.06.20
Valeurs brutes					
Fonds commercial	2 234	0	0	0	2 234
Autres immobilisations incorporelles	844	0	0	0	844
Immobilisations en-cours	0	0	0	0	0
Total	3 077	0	0	0	3 077
(K€)	01.01.20	Augmentation	Diminution	Dépréciation, dotations ou reprise	30.06.20
Amortissements/Dépréciations					
Autres immobilisations incorporelles	813	15	0	0	829
Total	813	15	0	0	829

Le fonds commercial correspond au rachat de l'activité « GPCR Fonctionnel » afin de permettre à Eurofins-Cerep de proposer un catalogue complet sur cette plateforme.

C.1.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes (K€)	01.01.20	Augmentation	Diminution	Transferts	30.06.20
Terrains	29	0	0	0	29
Matériel et outillage	8 068	0	0	0	8 068
Autres immobilisations corporelles	4 991	0	0	0	4 991
Immobilisations en cours	209	16	0	0	226
Total	13 297	16	0	0	13 313
Amortissements/Dépréciations (K€)	01.01.20	Augmentation	Diminution	Dépréciation, dotations ou reprises	30.06.20
Agencements des constructions	0	0	0	0	0
Matériel et outillage	5 963	489	0	0	6 452
Autres immobilisations corporelles	2 018	55	0	0	2 074
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Total	7 981	545	0	0	8 526

Acquisitions d'immobilisations corporelles

Les acquisitions et les mises en service de matériel, outillage et autres immobilisations de la période représentent principalement des équipements de laboratoire et du matériel informatique.

C.1.3. Immobilisations financières brutes

Echéances de remboursement des créances liées aux immobilisations financières

(K€)	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Prêt	238			238
Autres immobilisations financières	2	0	2	0
Total	240	0	2	238

C.1.4. Stocks et en-cours

Principales composantes des stocks et en-cours

(K€)	Brut	Provision	Net
Matières premières & fournitures	1 831	808	1 023
Produits intermédiaires	1 520	535	985
Total	3 351	1 343	2 008

- . Les matières premières sont des produits chimiques et des produits biologiques.
- . Les fournitures sont les consommables utilisés lors des tests.
- . Les produits intermédiaires sont des préparations biologiques prêtes à être utilisées lors de tests.

C.1.5. Créances

Echéances des créances avant provisions

(K€)	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Clients et comptes rattachés	6 020	6 020	-	-
Créances fiscales et sociales	976	976	-	-
Compte courant groupe	22 445	22 445	-	-
Autres créances	379	379		-
Charges constatées d'avance	261	261	-	-
Total	30 082	30 082	-	-

Le montant des factures clients à établir est de 1 978 K€ au 30 juin 2020.

Les autres créances comprennent essentiellement le prêt consenti à Eurofins Discovery Services Lux Holding Sarl pour un montant de 20 729 K€

C.1.6. Provisions pour dépréciation d'actif

(K€)	01.01.20	Augmentation	Diminution	30.06.20
Immobilisations financières	0	0	0	0
Stocks matières & produits finis	1 212	131	0	1 342
Clients	343	0	49	294
Total	1 555	131	50	1 636

C.2. BILAN PASSIF

C.2.1. Tableau de variation des capitaux propres

(K€)	Situation au 01.01.20	Affectation du résultat	Conversion d'O.S.A	Augmentation de capital	Autres	Résultat de l'exercice	Situation au 30.06.2020
Capital social	76						76
Prime d'émission	10 838						10 838
Réserve légale	8						8
Autres réserves	4 079						4 079
Report à nouveau	10 164	4 370					14 534
Résultat	4 370	-4 370				2 607	2 607
Subventions d'investissement	1						1
Total	29 535	0	0	0	0	2 607	32 142

2.2. Provisions

(K€)	Initial au 01.01.2020	Dotations	Reprises		Changement et transfert	Solde au 30.06.2020
			Utilisées	Non Utilisées		
Ecart de change	39	64		0		103
Provisions pour risques	39	64	0	0		103
Engagement de retraite	2 185	87		41		2 231
Litiges salariés et autres risques	232			196		36
Provisions pour charges	2 418	101		237		2 282
Total	2 457	151	0	237	0	2 371

Provision pour litiges

Au 30 juin 2020, Eurofins-Cerep a une provision pour risque lié à une étude pour un total de 36K€

C.2.3. État des dettes

Echéancier des dettes :

(K€)	Montant brut	- 1 an	+ 1 à 5 ans	+ 5 ans
Etablissement de crédit	-	-	-	-
Acomptes reçus sur commandes	726	726	-	-
Fournisseurs et rattachés	2 227	2 227	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 979	3 979	-	-
Dettes sur immobilisations	37	37	-	-
Autres dettes	584	584	-	-
Produits constatés d'avance	61	61	-	-
Total	7 614	7 614	-	-

D. AUTRES INFORMATIONS

D.1 PARTIES LIEES

L'ensemble des opérations avec les parties liées sont conclues à des conditions normales.

D.2 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRE

Catégorie d'activité	CA 2020 (en k€)
Services	15 203
TOTAL	15 203

D.3 IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

La société est incluse dans le périmètre de consolidation par intégration globale de la société :

EUROFINS SCIENTIFIC SE

Val Fleuri 23

1526 Luxembourg

Les comptes consolidés sont disponibles sur le site d'Eurofins : www.eurofins.com

D.4 REGIME FISCAL

D.4.1 INTEGRATION FISCALE

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la mère intégrante est la société EUROFINS SCIENTIFIC SE à partir du 1er janvier 2018.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, l'impôt est supporté personnellement et définitivement par Eurofins Scientific SE. Cette dernière reverse à la société les crédits d'impôts obtenus de son fait.

Aucune charge d'impôt sur les sociétés n'est donc comptabilisée dans les comptes de la société au titre du premier semestre 2020

Les déficits reportables au 31/12/2019 s'élèvent à 23 865 293€.

La société fait actuellement l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2014.2015 et 2016.

D.4.2 CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI (CICE)

Les créances de CICE constatées pour les exercices 2017 et 2018 n'ont pas été perçues. Elles constituent un stock de crédit d'impôt qui sera imputé sur l'impôt dû au titre des 2 prochaines années et la part non utilisée sera remboursée par l'administration fiscale à l'issue de cette période.

D.4.3 CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Certaines dépenses supportées par la société ouvrent droit au crédit d'impôt recherche.

Le produit de crédit d'impôt est comptabilisé au fur et à mesure des dépenses éligibles engagées dans l'année.

Au titre de l'exercice, le crédit d'impôt s'est élevé à 315 000 €.

Le produit de crédit d'impôt est comptabilisé en diminution de l'impôt sur les bénéfices.

A la clôture, la créance de crédit d'impôt recherche s'élève à 1 991 001 €.

D.5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen présenté est la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile. L'effectif moyen par catégorie employé pendant l'exercice est le suivant :

Catégorie d'effectifs	
Cadres	43
Non cadres	145
TOTAL	188

D.6 REMUNERATIONS

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car, en raison du nombre des intéressés, cela conduirait à publier des rémunérations individuelles.

Aucun engagement pour pension de retraite n'a été contracté ni aucune avance ou crédit octroyé.

E. EVENEMENTS POST-CLOTURE

Néant.

F. INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES DE MARCHE

Instruments financiers

Les principaux instruments financiers de la Société sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations de la Société. La Société détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers de la Société sont le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêts et le risque de marché.

Risque de change

Le bilan de la société est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. La Société ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs.

La Société est également exposée à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisées en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et, dans une moindre mesure, le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Risque de taux

L'exposition de la Société au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique de la Société consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes.

Ainsi au 30 Juin 2020, la société ne présente pas d'endettement financier à long terme

Risque de marché

Eurofins-Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US.

La politique de la Société vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Société représente l'éventualité de ne pas pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances. L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements de la Société, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, la Société n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

La trésorerie de la Société est de 3 068 K€ au 30 Juin 2020, à comparer aux 1 189K€ du 31 décembre 2019

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Eurofins-Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les contrats de prestation de services de l'activité de la Société couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires.

Au cours de l'exercice 2019, le chiffre d'affaires réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux de la Société se décompose comme suit :

- trois plus importants partenaires commerciaux : 12.13%
- cinq plus importants partenaires commerciaux : 17.79%
- dix plus importants partenaires commerciaux : 30.60%

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat d'Eurofins-Cerep sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique, qui constituent les principaux partenaires d'Eurofins-Cerep. Toutefois, Eurofins-Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. La Société a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrecouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Eurofins-Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Eurofins-Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

La Société est également dépendante de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières. Les procédures d'achats d'Eurofins-Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Eurofins-Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

G. CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONCLUES AVEC DES PARTIES LIEES AU COURS DE L'EXERCICE 2020 ET AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS

Le Conseil d'Administration rappelle les conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont les effets se sont poursuivis :

- Suspension du contrat de travail de M. Antoine DUTHILLEUL. Compte tenu de sa nomination en qualité de Directeur Général, le contrat de travail de M. Antoine Duthilleul a été suspendu pour la durée de son mandat social. La couverture sociale est maintenue durant la période de suspension et son contrat sera automatiquement réactivé en cas de cessation de ses fonctions de mandataire social. Cette convention a été approuvée lors du Conseil du 19 avril 2018.

- Conclusion d'un contrat de Deposit Agreement conclu entre la Société et la société Eurofins Discovery Services Lux Holding SARL. Cette convention, d'une durée d'une année à compter du 19 avril 2019, prévoit le dépôt de fonds jusqu'à un maximum de 15 M€. Ce contrat annule et remplace les contrats de Loan Agreement conclus le 6 novembre 2013 et le 14 avril 2017. Ce contrat a été autorisé par décision du Conseil d'administration lors de sa réunion du 18 avril 2019. Un avenant a été conclu, avec effet au 13 décembre 2019, afin de porter le montant maximum de dépôt à 30 M€ et de modifier la date d'expiration du contrat au 30 avril 2021. Ce contrat a été autorisé par décision du Conseil d'administration lors de sa réunion du 13 décembre 2019. La rémunération associée, basée sur le taux Euribor 3 mois, n'a pas donné lieu à un versement d'intérêt.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2020 :

Néant.